

mença au sein des minorités les plus politisées et embrassa plus tard de larges couches politiquement arriérées. Ce serait tomber dans le schématisme que de dire que le prolétariat avait à ce moment définitivement divorcé du gouvernement. La conscience des masses — quand la révolution ne s'est pas encore mise en marche — ne se décente qu'à travers un processus lent, complexe, nullement rectiligne. En tout cas, il devenait de plus en plus évident que le prolétariat bolivien se séparait de plus en plus de l'orientation donnée par le gouvernement pour emprunter des voies révolutionnaires. Si ces développements n'avaient pas été arrêtés par les événements de juillet 1946, il est certain que la poussée révolutionnaire des masses exploitées aurait balayé le gouvernement Villarroel. La réponse de celui-ci au nouvel état de choses fut la répression contre les éléments révolutionnaires les plus avancés. La répression atteignit même le M.N.R., nombre de militants qui avaient animé l'organisation paysanne « Bolindia » furent déportés dans l'Est.

Pourquoi le gouvernement Villarroel-Paz Estensoro ne put-il pas réaliser des tâches anti-impérialistes comparables à celles que les autres gouvernements militaires petits-bourgeois avaient accomplies ? Nous avons déjà dit que ce gouvernement ne manquait pas de bons desirs. Seulement, il était organiquement incapable de les réaliser. L'impérialisme yankee avait exercé une si forte pression sur le nouveau régime instauré par le mouvement du M.N.R. qu'il l'obligea à capituler dès le début. Les U.S.A. ne reconnurent le nouveau gouvernement qu'après que celui-ci eût accepté les conditions les plus humiliantes. C'est ainsi qu'il fut obligé de chasser de l'équipe gouvernementale les hommes qui avaient mené une campagne anti-yankee et pro-nazie, tels Carlos Montenegro, éminent grise du M.N.R., Auguste Céspedes, etc.) tandis que Mr. Avra Warren, envoyé par le Département d'Etat, était autorisé à enquêter sur la sauvegarde des capitaux investis. Le gouvernement, mis en difficulté par la pression que Wall Street exerçait sur lui, se vit dans l'impossibilité de dresser contre l'impérialisme la puissance que lui accordait le soutien ouvrier. Le maintien de l'ordre, le respect de la propriété, la sauvegarde des profits capitalistes, tels furent les piliers sur lesquels ce gouvernement établit sa propre existence. Cependant, veillant toujours à conserver autant que possible le soutien des masses travailleuses, il se vit obligé de faire quelques concessions portant sur une amélioration des conditions de vie et de travail ainsi que sur une participation des masses à la vie politique du pays en leur accordant en outre des libertés syndicales. Bien que les réformes sociales décidées par le gouvernement Villarroel n'eussent rien d'extraordinaire, elles ne manquèrent pas de soulever des heurts entre lui et le patronat, heurts qu'il exploita pour accentuer son soi-disant ouvriérisme. L'anti-impérialisme du M.N.R. était déjà chose appartenant à l'his-

toire. Son journal « La Calle » (La Rue), autour duquel s'organisa ce parti, devait sa popularité à la campagne qu'il avait menée pendant la deuxième guerre mondiale contre l'impérialisme américain. Les intellectuels petits-bourgeois espéraient que la victoire de l'impérialisme allemand aiderait à chasser les maîtres yankees de l'Amérique latine. Mais ceux-ci l'ayant emporté, les « anti-impérialistes » enrégés se mirent à pied d'œuvre pour effacer leur passé et gagner la sympathie des yankees qui, cependant, n'oubliant pas les velléités anti-impérialistes de ces gens à leur égard.

L'expérience du gouvernement Villarroel a montré que la petite bourgeoisie n'est pas capable de réaliser des tâches démocratiques-bourgeoises telles que la libération nationale vis-à-vis de l'impérialisme, la destruction de la grande propriété foncière et la réalisation de l'unité nationale. De leur côté, les gouvernements précédents avaient par leur politique révélé que même si de tels gouvernements entamaient la réalisation d'un tel programme, ils l'abandonnaient à un certain moment, car ils ne pouvaient pas l'accomplir entièrement. Ajoutons qu'ils ont réprimé le mouvement ouvrier chaque fois que celui-ci a essayé de se passer de leur direction ; dans cette répression ils se sont alliés à la réaction car, en fin de compte, la mobilisation ouvrière se tournait contre le régime de la propriété privée. Une deuxième leçon à tirer de toute cette expérience, c'est que les masses, même quand elles sont mobilisées par des gouvernements ou des partis petits-bourgeois, sont amenées, par la dynamique de leur mobilisation, à dépasser ces directions, à mettre en avant leurs propres revendications de classe et à se libérer de toute oppression. Mais si une puissante avant-garde révolutionnaire n'arrive pas à prendre la direction des masses mobilisées, elles sont toujours vaincues par l'ennemi de classe.

L'inlassable campagne de l'impérialisme américain contre le gouvernement Villarroel, couronnée par le renversement de ce dernier en juillet 1946, n'était pas déterminée par le danger que ce gouvernement, en tant que tel, pouvait représenter pour les U.S.A. Certes, ceux-ci n'écartaient pas la possibilité de voir revenir le M.N.R. à son attitude anti-yankee dans le cas d'un changement éventuel de la situation internationale, mais la véritable raison de leur attaque contre le gouvernement Villarroel était ailleurs. Washington s'aperçut vite que la démagogie de ce gouvernement à l'égard du prolétariat bolivien comportait potentiellement un énorme danger pour la société capitaliste. En effet, au fur et à mesure que la mobilisation des masses s'élargissait et s'approfondissait, les chances du gouvernement de la contrôler diminuaient, ouvrant en même temps aux masses la perspective de réaliser, sous une direction révolutionnaire, la libération nationale.

Pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, le prolétariat s'efforça